

n° 80.11 PB/OL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LE JUGE RECONNAÎT LA SPÉCIFICITÉ DE L'ÉCOLE EN MONTAGNE DÉFENDUE PAR L'ANEM

Vincent DESCOEUR, député du Cantal, et Chantal ROBIN-RODRIGO, députée des Hautes-Pyrénées, respectivement président et secrétaire générale de l'ANEM, accueillent avec satisfaction la décision du tribunal administratif de Besançon de suspendre la fermeture d'une classe de l'école de Chapelle-des-Bois, dans le département du Doubs.

Pierre BOURGEOIS, maire de Chapelle-des-Bois, commune de montagne adhérente ayant saisi l'ANEM en février dernier en réaction à la menace de suppression d'une classe, Vincent DESCOEUR et Chantal ROBIN-RODRIGO ont immédiatement alerté Luc CHATEL, ministre de l'Éducation nationale, en plaidant la préservation du maillage actuel du service public de l'éducation.

Dans cette affaire, le juge administratif fonde sa décision notamment sur le temps de transport et les conditions de circulation difficiles, préjudiciables à la santé des élèves, dans cette commune aux hivers longs et rudes. Les arguments repris par le juge, relatifs au temps et aux conditions de parcours démontrent la pertinence de la doctrine constante des élus de montagne en matière d'accès à l'école et plus généralement aux services publics inscrits dans la loi montagne de 1985.

Depuis le début de l'année 2011, les élus de tous les massifs, et l'ANEM, leur relai légitime, protestent contre les annonces de fermeture de classe et la suppression de postes d'enseignant dans les écoles du premier degré, sans que soit prises en compte la spécificité des territoires.

Conscient des difficultés, le ministre de l'Éducation nationale, rencontré en mai, s'est montré ouvert pour examiner celles-ci en réunissant le 12 juillet prochain un groupe de travail sur la spécificité de l'école en montagne. La problématique de l'école fera l'objet d'une table ronde à l'occasion du 27^{ème} congrès des élus de la montagne qui se déroulera du 6 au 8 octobre prochain à Bonneville, en Haute-Savoie.

À propos de l'ANEM

Depuis 1984, l'ANEM se mobilise pour faire reconnaître la spécificité des territoires de montagne dont « le développement équitable et durable constitue un objectif d'intérêt national » (Art. 1^{er} de la loi Montagne)

Les représentants de l'Association qui revendiquent cette spécificité, le droit à la différence et la nécessité d'adapter des dispositions générales aux particularités de près d'un quart du territoire national, mènent au quotidien un véritable combat dans les instances et les assemblées locales nationales et européennes. Elle rassemble aujourd'hui plus de 4 000 communes de montagne, 43 conseils généraux, 12 conseils régionaux, ainsi que plus de 250 parlementaires. Dans son organisation et son fonctionnement, l'ANEM présente une double originalité. D'abord, ses membres sont issus des six massifs de la métropole (Alpes, Corse, Jura, Massif central, Pyrénées et Vosges), ce qui lui confère une représentativité géographique incontournable. Ensuite, sa gouvernance est assurée, conjointement, par un président et un secrétaire général, tous deux parlementaires, chacun étant issu d'un parti de gouvernement ; ce mode - inédit - de fonctionnement lui assure une légitimité autant qu'une audience politique incontestable.

Contact : Olivier LAMOUREUX - Téléphone : 01 45 22 17 58 - Courriel : o.lamoureux@anem.org